CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

Communication de listes d'adresses (communication systématique)

1.1 Question

La commune peut-elle fournir la liste des chômeurs et chômeuses contenant des données telles leurs noms, prénoms, nombre, âges, sexes, professions :

- a. à une association de chômeurs/à la paroisse ?**
- b. aux conseillers communaux ?**
- c. à une personne privée qui effectue une étude sur le tissu économique régional ?**

1.2 Principe

Des données personnelles ne peuvent être communiquées de façon systématique que si une disposition légale le prévoit (art. 10 al. 1 LPrD). Cela signifie que la communication d'une liste doit être prévue dans une disposition légale. Sinon, il faut que la personne concernée, le chômeur, ait donné son consentement ou les circonstances doivent permettre de présumer un consentement (art. 10 al. 1 let. c LPrD). Si l'on est face à des données sensibles, il faut faire preuve de diligence accrue (art. 3 let. c ch. 3 et 8 LPrD).

1.3 Commentaire

a. La commune peut-elle fournir la liste des chômeurs et chômeuses contenant des données telles que leurs noms, prénoms, nombre, âges, sexes, professions à une association de chômeurs/à la paroisse ?

Il n'existe pas base légale pour communiquer les noms des chômeurs à une association. Si le chômeur donne son consentement, il n'y a pas de problème. Mais il faudra l'informer en bonne et due forme. Il en va de même pour une paroisse qui met sur pied des rencontres avec les chômeurs pour leur apporter un soutien. Si la commune estime nécessaire d'apporter une aide active à ces démarches, elle peut en informer les chômeurs et leur annoncer qu'elle fournira les coordonnées de ceux qui ont donné leur consentement.

Réponse : Non.

b. La commune peut-elle fournir la liste des chômeurs et chômeuses contenant des données telles que leurs noms, prénoms, nombres, âges, sexes, professions aux conseillers communaux ?

Les raisons de ces demandes sont la planification de l'aide

sociale et l'organisation éventuelle de programmes d'emploi temporaire de la commune. Les données personnelles concernant les chômeurs sont des données sensibles (art. 3 let. c ch. 3 LPrD). L'organe public qui traite des données sensibles doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir le risque accru d'atteinte qu'implique le traitement de telles données (art. 8 LPrD).

La communication de données personnelles est admissible systématiquement si une base légale le prévoit et, dans des cas d'espèce, notamment si l'organe public qui demande des données personnelles en a besoin pour l'accomplissement de sa tâche (art. 10 al. 1 let. a LPrD) ou si la personne concernée a consenti à la communication (art. 10 al. 1 let. c LPrD).

Or, des bases légales permettant la communication aux conseillers communaux n'existent pas.

Quant au consentement du chômeur, il est donné dans la plupart des cas, mais seulement pour la communication à des services de placement. En effet, il ne semble pas que les demandeurs d'emploi soient informés que leurs données peuvent être transmises au Conseil communal. Les données ne sont du reste pas récoltées à cette fin. Le principe de la finalité ne serait dès lors pas respecté.

La communication est-elle justifiée par l'accomplissement de la tâche légale de conseiller communal ? Si la raison des demandes est liée à la planification de l'aide sociale, il ne paraît pas à première vue nécessaire de transmettre des données personnelles nominatives (non anonymisées). Le nombre, l'âge, la profession, le sexe des demandeurs d'emploi devraient suffire car une planification n'a besoin que de données statistiques. Si la demande est fondée sur l'organisation de programmes d'emploi temporaire par la commune, il ne paraît pas non plus nécessaire de disposer de données personnelles nominatives.

Réponse : Non.

La commune ne peut pas fournir la liste des chômeurs aux conseillers communaux. En revanche, elle peut fournir des informations anonymisées (ne permettant pas d'identifier les personnes concernées) : nombre, âges, professions, sexes, qui devraient suffire à l'accomplissement de la tâche des conseillers communaux.

c. La commune peut-elle fournir la liste des chômeurs et chômeuses contenant des données telles que leurs noms, prénoms, nombre, âges, sexes, professions à une personne privée qui souhaite effectuer une étude sur le tissu

économique de la région et sur l'emploi des personnes sans activité lucrative ?

La commune devrait renoncer à donner des informations nominatives, telles que les dates de naissance, les diplômes, les parcours professionnels qui permettent dans beaucoup de cas de reconnaître les personnes et se contenter de donner à cette personne des données anonymisées (ne permettant pas d'identifier les personnes concernées). Sont réservés les cas où les chômeurs auraient donné expressément leur consentement à la communication (art. 10 al. 1 let. c LPrD) en pleine connaissance de cause.

Réponse : Non.